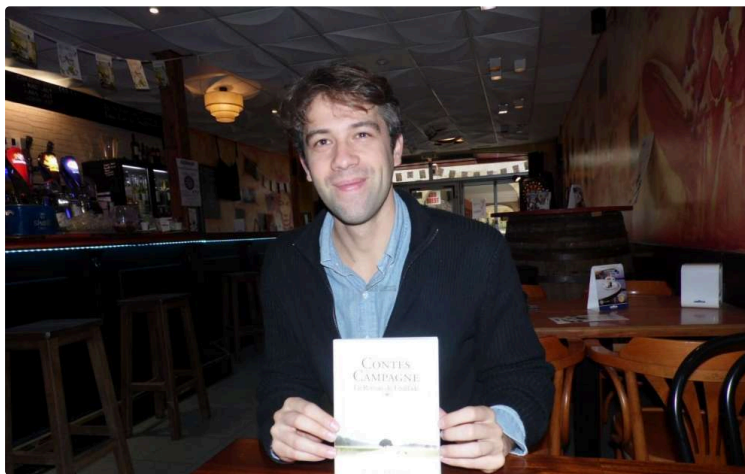


## Lettre de Romain Duport aux candidats à la présidence

La réponse de François Fillon



Lettre de Romain Duport aux candidats à la présidence

Paris, le 14 avril 2017

Cher Monsieur,

Soyez vivement remercié de m'avoir fait parvenir votre manifeste. J'en ai pris connaissance avec d'autant plus d'intérêt que le sujet me tient tout particulièrement à cœur : longtemps élu du département rural de la Sarthe, je connais ces territoires comme aucun autre candidat à l'élection présidentielle ne les connaît.

Depuis une dizaine d'années, j'ai vu leur situation se dégrader. La concentration des populations et des richesses vers les grandes métropoles s'est accélérée et l'État n'a souvent fait qu'accroître ces déséquilibres en déversant l'argent public au bénéfice des villes tandis que nos zones rurales ont été les grandes oubliées de nos politiques d'aménagement du territoire. Le résultat, c'est que la fracture territoriale n'a jamais été aussi profonde et qu'elle menace l'unité même de la France à côté des villes où se concentrent l'activité économique et les ressources, on ne peut pas accepter que s'étendent des territoires vidés de leurs emplois, désertés par les services publics, privés du soutien de l'Etat, laissés seuls face aux détresses sociales. Nos élus territoriaux font un travail formidable. Mais ils sont laissés en première ligne face à la dégradation économique et sociale...

Disons-le clairement: les territoires ruraux sont les premiers territoires abandonnés de la République. Voilà pourquoi il est temps de les réintégrer dans notre politique d'aménagement du territoire fondée sur la complémentarité entre espaces métropolitains et territoires ruraux, sans privilégier les uns au détriment des autres.

Dépositaires d'un art de vivre et de réseaux de solidarités qui font la richesse de notre culture et l'âme de notre pays, nos territoires périurbains et ruraux rassemblent également des initiatives innovantes et des ressources économiques inexploitées.

Contrairement à ceux qui se focalisent uniquement sur l'importance stratégique des métropoles et voient dans nos territoires ruraux des déserts, des dortoirs, ou des zones sans avenir, je considère nos territoires ruraux comme des espaces économiques d'avenir. La ruralité est une chance : à nous de revaloriser ces territoires, de les animer et de les faire gagner en attractivité. C'est un enjeu social, humain et économique majeur pour notre pays.

Voilà pourquoi je consacrerai un effort de plusieurs milliards d'euros à destination de ces territoires.

Il s'agira tout d'abord de garantir un meilleur accès aux services. Afin d'accompagner les usagers dans leurs démarches quotidiennes, je propose de poursuivre l'installation de maisons de service au public en m'appuyant sur les communautés de communes.

Je lutterai contre les déserts médicaux et garantirai un meilleur accès aux soins en adaptant le numerus clausus aux réalités régionales, en améliorant la rémunération des médecins généralistes et en poursuivant la création de maisons de santé pluri-professionnelles tout en s'assurant de leur fonctionnalité et de la simplification du cahier des charges. Je ne crois pas, en revanche, dans l'opportunité de mesures coercitives.

Pour lutter contre l'insécurité en hausse en milieu rural, je propose de mobiliser dans chaque

intercommunalité des réservistes de la Gendarmerie nationale, placés sous l'autorité opérationnelle du commandant de brigade. A l'échelle nationale, 10 000 agents supplémentaires des forces de l'ordre seront placés sur le terrain et leurs moyens modernisés pour garantir cet effort de sécurisation du territoire.

Pour faciliter la mobilité des ruraux, j'inciterai également les régions à agir concrètement sur le cadencement des TER afin de faire le lien entre les bassins de vie et les bassins d'emploi et je favoriserai un plan d'investissement national dédié notamment à la création d'aires de stationnement consacrées au covoiturage.

J'aurai ensuite à cœur de valoriser le patrimoine et la culture de nos territoires.

Pour lutter contre la dégradation des centres et du patrimoine, je mettrai en place et j'accompagnerai un programme national d'intervention en faveur de la requalification des centres-bourgs, et je bonifierai le prêt à taux 0 (PTZ+) pour l'acquisition, dans l'ancien, de leur résidence principale par des salariés ou travailleurs indépendants s'installant dans ces territoires. Je reverrai également le dispositif et les critères des Zones de Revitalisation Rurale (ZRR) afin de gagner en lisibilité et en efficacité.

Afin d'encourager la réussite des élèves en milieu rural, outre des mesures plus générales que je vous invite à consulter dans mon programme, j'entends accroître l'offre éducative dans les zones de revitalisation rurale au même titre que dans les zones urbaines sensibles, en soutenant la création d'établissements publics ou privés innovants. Par ailleurs, confier la gestion des centres de formation des apprentis (CFA) et des lycées professionnels aux régions nous permettra de mieux adapter certaines formations aux perspectives économiques territoriales.

Je valoriserai par ailleurs le potentiel économique des territoires ruraux.

La priorité des priorités consiste à garantir un déploiement du numérique à l'ensemble des Français en Très haut Débit d'ici à 2022, notamment pour pouvoir décentraliser et développer des activités en milieu rural. Si beaucoup de candidats en promettent autant, je suis le seul à garantir le financement de cette mesure, en proposant de vendre les participations de l'Etat dans les entreprises du secteur marchand qui ne représentent pas un secteur stratégique national et en réinvestissant les sommes dans le Très haut Débit.

La fin des 35 heures, la baisse des charges et la simplification des mesures administratives que je propose permettront d'encourager l'installation et le maintien des commerces en zone rurale.

Des projets de commerces multiservices devront être développés en partenariat avec la Poste, les opérateurs téléphoniques et des acteurs publics et privés.

S'il est abusif de réduire la ruralité à l'agriculture, dans la mesure où celle-ci n'est que le troisième secteur d'activité en milieu rural derrière les services et l'industrie, il n'en demeure pas moins qu'elle façonne nos territoires ruraux. Je propose de lui donner un nouveau souffle, réduction des normes et des charges, levée de l'embargo sur la Russie, suppression de normes françaises surajoutées à la réglementation européenne, création d'un compte épargne aléa climatiques et économiques très simple d'emploi pour mieux protéger les agriculteurs contre risques climatiques et les aléas internationaux... C'est à ce prix que nos agriculteurs pourront à nouveau vivre de leur travail. Il ne manque à nos agriculteurs pour réussir ni le courage, ni les compétences. Il faut seulement que l'État cesse d'être un poids pour devenir un vrai soutien.

Enfin, comme vous, je compte faire du développement durable une source de développement économique, de lien social et de création d'emplois pour nos territoires : j'accélérerai le développement des circuits-courts pour réduire l'empreinte carbone des produits consommés tout en permettant aux petits producteurs locaux d'atteindre un niveau de revenus décent, je favoriserai l'essor de l'Economie Sociale et Solidaire et le développement des commerces responsables et équitables afin d'utiliser les leviers de la consommation pour protéger la biodiversité et promouvoir un développement économique partagé.

Enfin, je donnerai plus de liberté et de flexibilité aux territoires ruraux. Les élus territoriaux en ont assez des réformes qui ont accru la centralisation du pays, qui se sont négociées dans des ministères parisiens, sans aucune concertation avec les élus locaux, et qui ont éloigné les citoyens des espaces de décision, et les espaces de décision des préoccupations des Français et des territoires.

Telles sont les mesures non exhaustives de mon programme qui m'ont semblé susceptibles de rejoindre ou de compléter certaines propositions de votre collectif.

Soyez assuré, cher Monsieur, de ma considération et de mon attachement sincère à la cause rurale que vous avez à cœur de défendre.

François FILLON A l'attention de M. Romain Duport